



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR

236, Boulevard du Maréchal Leclerc

CS 90008

83097 – TOULON CEDEX

ACCORD - CADRE DE PRESTATIONS DE GEOMETRE POUR L'ENSEMBLE DES SITES DE LA CCI DU VAR

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Accord-cadre passé en application des articles R2124-1, R2124-2-1°, R2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert)

Le présent CCAP comprend 18 feuillets numérotés de 1 à 18.

CHAPITRE I – GENERALITES	4
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	5
CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES	6
ARTICLE 4 – PRIX	6
ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX	6
ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION	7
ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 8 – AVANCE.....	8
CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 10 - DUREE DE L’ACCORD-CADRE	9
ARTICLE 11 - DELAIS D’EXECUTION	9
ARTICLE 12 - PENALITES	9
ARTICLE 13 – CLAUSE PENALE	10
ARTICLE 14 : PRESENTATION DES LIVRABLES	10
ARTICLE 15 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	10
ARTICLE 16 - MODALITES D’ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
ARTICLE 17 - ORGANISATION	11
ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANTS ET AUTRES REPRESENTANTS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 20 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	13
CHAPITRE IV – UTILISATION DES RESULTATS	14
ARTICLE 21 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
CHAPITRE V – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 22 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS	15
CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
ARTICLE 23 – RESILIATION	16
ARTICLE 24 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	16
CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES	17
ARTICLE 25 – LITIGES	17
ARTICLE 26 – DISPOSITIONS DIVERSES	17
ARTICLE 27 : CLAUSES DE REEXAMEN	17

ARTICLE 28 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE	18
ARTICLE 29 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES.....	18
ARTICLE 30 – DEROGATIONS AU CCAG PI	18

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Il s'agit d'un accord-cadre de prestations de géomètre destinées à couvrir l'ensemble des sites de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var dans le cadre de ses activités.

L'ensemble de ces prestations peut concerner des biens fonciers construits ou non construits.

Le périmètre d'intervention du titulaire du présent accord-cadre porte sur les installations gérées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent accord-cadre est alloté en 2 lots :

Lot n°1	Prestations de géomètre topographes pour les sites de la CCI du Var
Lot n°2	Prestations de géomètre expert pour les sites de la CCI du Var

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI),
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents,
6. Les bons de commande,
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
8. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre pour le lot concerné.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. L'attestation sera adressée au plus tard dans les quinze jours suivant la notification du marché.

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES

ARTICLE 4 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet de l'accord-cadre moyennant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 de l'acte d'engagement) ou résultant des marchés subséquents.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Partie à bons de commande :

Les prestations telles que définies à l'article 5 de chaque CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet de l'accord-cadre et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Les prix sont établis nets et hors taxes. En complément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, il est stipulé que les prix sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution de la prestation et supportés par le titulaire quelle qu'en soit la nature et l'objet (ex : fournitures de matière et de main d'œuvre, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, frais techniques ou autres tels que déplacements, repas, hébergement, participation à des réunions, frais de coordination, frais d'envoi de fichiers, etc.).

ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/PI, le marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m₀).

L'indice retenu pour apprécier l'évolution du coût des prestations du présent accord-cadre, est le suivant :

Index	Définition
IPP	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.12 – Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètre – Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766441.

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date de reconduction de l'accord-cadre (date anniversaire de la notification).

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \frac{IPP_m}{IPP_0})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

P₀ = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m₀, soit le mois de la date limite de réception des offres.

IPP_n = valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

IPP₀ = valeur de l'indice de référence prise au mois m₀ (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant la période de renouvellement. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la reconduction du marché et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyens à la convenance du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

En l'absence de demande du titulaire, le bordereau de prix initial de l'accord-cadre restera applicable.

ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes et/ou dans les marchés subséquents.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

La facture sera émise par le titulaire après service fait en reprenant les éléments décrits sur le bon de commande et les prix renseignés au BPU propre à chaque lot correspondant à la prestation demandée.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 modifiée de modernisation de l'économie.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

- La mention obligatoire du numéro du n° de bon de commande correspondant à la prestation

- Le site concerné par la prestation ainsi que le type de prestation

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 8 – AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent accord-cadre porte sur les prestations de géomètre pour l'ensemble des sites de la CCI du Var.

Lot n°1	Prestations de géomètre topographes pour les sites de la CCI du Var
Lot n°2	Prestations de géomètre expert pour les sites de la CCI du Var

Les prestations sont réalisées conformément aux caractéristiques techniques des prestations définies au CCTP propre à chaque lot et aux normes officielles homologuées applicables à la profession

ARTICLE 10 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Pour chacun des lots, le présent accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification de l'accord-cadre pour une période de quarante-huit (48) mois.

L'accord-cadre pourra être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont fixés au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 12 - PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article, non libératoires, s'appliquent sur décision du pouvoir adjudicateur, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas le pouvoir adjudicateur d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Désignation	Montant et mode de décompte	
Retard dans l'exécution des prestations à bons de commande	50€	Par jour calendaire de retard
Retard dans la restitution des documents prévus à l'accord-cadre	80€	Par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des prestations d'urgence	100€	Par jour calendaire de retard
Non-respect de la protection des données à caractère personnel (RGPD) et des données à caractère confidentiel		1 000 € par constat

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée. Ces pénalités seront déduites du montant que le pouvoir adjudicateur s'est engagé à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché

ARTICLE 13 – CLAUSE PENALE

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 12, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision du pouvoir adjudicateur, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas le pouvoir adjudicateur de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 18-1 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que le pouvoir adjudicateur s'est engagé à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 : PRESENTATION DES LIVRABLES

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes, spécifications réglementaires et techniques applicables étant celles en vigueur).

Les livrables sont adressés dans les conditions stipulées à l'article 4.4 du CCTP.

ARTICLE 15 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Le service émetteur du besoin enverra une demande au titulaire en détaillant les prestations requises et leurs caractéristiques.

Tous les supports écrits pourront être utilisés : mail, courrier.

Les bons de commande seront datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné à cet effet.

Les bons de commande précisent la nature des prestations, les quantités, les délais et le lieu d'exécution.

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toutefois, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 16 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet de l'accord-cadre et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution.

Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande. Les marchés subséquents conclus sur la base du présent marché seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et modalités de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation du marché. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

Pour les prestations ne figurant pas au référentiel de prix, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés aux services de la CCI du Var n'excèdent pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. La CCI du Var pourra demander au titulaire de justifier ce point.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de prestation seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

ARTICLE 17 - ORGANISATION

17.1 : Contraintes réglementaires liées aux sites portuaires

L'activité des sites sera prioritaire par rapport aux prestations à effectuer.

Les ports de commerce.

Les ports de commerces, dont la CCI est le concessionnaire, sont soumis à des contraintes réglementaires spécifiques. Le titulaire du présent marché devra effectuer les démarches nécessaires afin d'obtenir l'accès à ces installations portuaires. Au vu des différentes activités des ports de commerce, les accès pourront ne pas être autorisés par le maître d'ouvrage pendant certaines périodes afin de ne pas perturber l'activité.

- Port de Toulon Cote d'Azur :

Ce site accueille entre autres les ferrys en direction de la Corse et de l'Afrique du Nord, ainsi que des bateaux de croisières.

Il est soumis au code ZAR (Zone d'Accès Restreint) qui implique un contrôle d'accès avec gardien et barrière manuelle.

- Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon : Zone terminal commerce

L'activité principale de ce port est le fret de marchandise.

Les quais sont aussi utilisés pour du stockage, du déchargement et chargement des matériaux.

Le site de Brégaillon accueille aussi des activités commerciales avec des entreprises présentes sur le site.

Ce site, qui se situe dans une IP (Installation Portuaire), est soumis au code ISPS (International Ship and Port Facility Security Code) ; il est donc soumis à un contrôle d'accès avec gardien et barrière manuelle.

- Le Môle d'Armement :

Ce site a pour principale activité l'accueil de bateaux de croisière et de yachts.

Ce site est soumis au code ZAR (Zone d'Accès Restreint) qui implique un contrôle d'accès avec gardien et barrière manuelle.

17.2 : Contraintes de sécurité

ACCES ZONE PORTS DE COMMERCE

Le personnel du titulaire devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans le site et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé.

L'entreprise devra se conformer aux horaires d'ouverture et fermeture du site pour ses interventions « ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 ».

CONSIGNE PARTICULIERE

Avant toute intervention sur le site, le titulaire du présent marché devra en informer directement le superviseur d'exploitation Mr Jérôme BOSI (06.29.36.72.28) et la responsable de pôle projets et maintenance Madame Manon BEUTIN (06.34.13.48.39).

Les sujétions particulières liées aux différents sites sont celles se rapportant au maintien de l'exploitation portuaire pendant toute la durée des interventions.

Par ailleurs, le titulaire du présent marché est informé que les Installations Portuaires Non Librement Accessible sont soumis au code ISPS (International Ship and Port Facility Security Code) et donc les accès sont soumis à un contrôle avec gardien.

En conséquence, il devra impérativement fournir avant toute intervention :

- la liste du personnel et les copies de la pièce d'identité de chaque intervenant,
- la liste des véhicules avec leur immatriculation (photocopie des cartes grises).

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, le personnel intervenant ponctuellement sur le site, il devra être adressé au moins 24h à l'avance le nom et l'immatriculation du véhicule de la personne.

Les titulaires du marché devront également réaliser une demande d'autorisation selon modèle qui sera transmis au cours de la période de préparation par le maître d'ouvrage d'accès pour travaux auprès la capitainerie au moins 24 heures avant toute intervention.

L'entrepreneur doit avoir pris en compte l'ensemble de ses contraintes pour l'organisation de son chantier dans le cadre du délai contractuel.

ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANTS ET AUTRES REPRESENTANTS DU TITULAIRE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 13 et 18.1 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 12 du présent CCAP.

ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Il est stipulé qu'en cas de manquement aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG-PI applicables dans leur intégralité au titulaire ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 20 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. La notification devra décrire la nature de la violation de données y compris les catégories et le nombre de personnes concernées, le nom de la personne en charge du traitement concerné, les conséquences de la violation de données, les mesures prises pour y remédier, ainsi que le calendrier envisagé pour les mettre en oeuvre, en limiter les conséquences, et en prévenir la récurrence.

Le titulaire s'engage à rechercher l'origine de la violation de données et à mettre en place toutes mesures correctives afin d'y mettre un terme et d'en limiter les conséquences et la récurrence. Le titulaire s'engage également à assister le pouvoir adjudicateur dans la mise en œuvre des notifications éventuellement nécessaires auprès des autorités compétentes et/ou des personnes concernées.

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations en matière de protection des données personnelles.

Il est stipulé qu'en cas de manquement aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-PI applicables dans leur intégralité au titulaire ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 21 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du Chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent.

CHAPITRE V – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 22 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les livrables de la mission lui seront présentés.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Point de départ du délai des opérations de vérification :

En application de l'article 28.3.1 du CCAG-PI, le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

Admission, ajournement, réfaction et rejet :

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet à compter de la date de l'accusé de réception du document concerné.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG-PI (admission tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

La décision de rejet ou d'ajournement précisera les remarques du pouvoir adjudicateur sur les documents fournis et par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, fixera le délai imposé au titulaire pour corriger ceux-ci.

Le non-respect de ce délai donnera lieu aux mêmes pénalités que celles fixées à l'article 12 du présent CCAP

CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23 – RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG PI. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à la date de sa notification.

23.1 – RESILIATION POUR FAUTE

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG PI.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG PI.

Elle prendra effet, conformément à l'article 36 du CCAG PI à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG PI.

23.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **3 %**.

ARTICLE 24 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI s'appliquent.

ARTICLE 25 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 26 – DISPOSITIONS DIVERSES

26.1 – Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

26.2 – Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

26.3 – Annexes à l'accord-cadre

Les annexes au marché en font partie intégrante.

26.4 – Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

26.5 - Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG PI.

26.6 – Modification de la réglementation

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînerait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 27 : CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent accord-cadre.

Elle porte sur :

27.1 – Evolution du nombre de sites entrant dans le périmètre de l'accord-cadre

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'adjonction ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

27.2 – Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

ARTICLE 28 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement du marché.

ARTICLE 29 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 30 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Le présent C.C.A.P déroge à l'article 38 du CCAG - PI. A titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G.- PI explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

Articles	CCAP	CCAG PI
Pièces contractuelles	2	4.1
Variation de prix	5.1	10.1
Pénalités	12	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Clause pénale	13	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Vérification/Réception	22	28.4.2, 28.5, 29.2.1
Dérogations	30	38